

L'apport méconnu des femmes à la vie économique et sociale aux Antilles : le cas de la Guadeloupe (note de recherche)

Huguette Dagenais

Volume 8, Number 2, 1984

Caraïbes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006203ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006203ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dagenais, H. (1984). L'apport méconnu des femmes à la vie économique et sociale aux Antilles : le cas de la Guadeloupe (note de recherche). *Anthropologie et Sociétés*, 8(2), 179–187. <https://doi.org/10.7202/006203ar>

L'APPORT MÉCONNU DES FEMMES À LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE AUX ANTILLES : LE CAS DE LA GUADELOUPE*

note de recherche



Huguette Dagenais
Département d'anthropologie
Université Laval

▣ La Guadeloupe : situation politique, économique et socio-démographique

Contrairement à l'ensemble des pays de la région caraïbe, pour qui la fin de la période coloniale a été marquée par l'accès à l'indépendance politique, la Guadeloupe (comme la Martinique et la Guyanne française) a connu une forme particulière d'« assimilation » à sa métropole, à titre de « département français d'outre-mer » (D.O.M.). En effet, la départementalisation de 1946 a fait des habitants de ce territoire des « Français à part entière » sur le plan juridique et a aboli toute entrave à la libre circulation des personnes et des marchandises entre l'archipel guadeloupéen et la France métropolitaine.

Si les « bienfaits » de la départementalisation, en termes de niveau de vie (salaires plus élevés que dans l'ensemble de la région caraïbe, extension des régimes métropolitains de sécurité sociale et d'allocations familiales, exemptions importantes d'impôt, etc.) et de degré de scolarisation sont indéniablement importants pour la population, ils n'en sont pas moins illusoire et paradoxaux. Alors que, pour les autres pays de la région, la Guadeloupe et la Martinique apparaissent comme des « métropoles attirant les travailleurs immigrés des îles voisines touchées par la crise » et sont en quelque sorte assimilées « à des pays européens développés » (Petitjean-Roget 1983: 1870-1871), leur niveau de vie demeure très inférieur à celui de la France métropolitaine.

En réalité, l'économie de la Guadeloupe est totalement « dépendante » et plusieurs n'hésitent pas à la qualifier de désastreuse. La départementalisation de 1946 marque seulement « l'aboutissement d'un processus d'intégration totale de l'économie guadeloupéenne » à l'économie française amorcé depuis la crise sucrière de 1884-1904 et qui, dans le contexte de

* Ce texte réfère à un projet de recherche en cours et intitulé « Condition féminine en Guadeloupe » dont l'auteure est responsable. Participent également à ce projet Joel Gregory, professeur au département de Démographie et chercheur au Centre de Recherches Caraïbes de l'Université de Montréal, ainsi que Jean Poirier. Le projet bénéficie de subventions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du Fonds FCAC du Québec.

l'après-guerre, a aussi contribué à protéger l'appareil de production métropolitain, à éviter la pénétration aux Antilles des capitaux étrangers, particulièrement américains, et à constituer une réserve abondante de main-d'œuvre (Kempeneers et Poirier 1983: 20-21). Depuis, le taux de couverture des importations par les exportations n'a cessé de dégringoler, passant de 89% à 21% de 1950 à 1977 (Charbit et Léridon 1980: 13). De plus, dans un territoire à vocation essentiellement agricole historiquement, la production des plantations sucrières et bananières réunies constitue aujourd'hui à peine 20% du Produit Intérieur Brut. Il s'ensuit une diminution importante des emplois dans le secteur primaire et une augmentation du chômage et du sous-emploi que ne peuvent absorber ni le secteur secondaire (qui n'a jamais employé beaucoup plus du quart de la population active) ni la « vivacité » de la petite exploitation agricole (qui est, pour 50% des propriétaires de moins de 1 ha, une activité secondaire complémentaire). Ce déclin touche principalement les femmes. En 1974, le taux officiel de chômage était de 18% chez les hommes, de 25,1% chez les femmes et de 40% chez ces dernières dans la tranche d'âge de 20 à 24 ans. De même, pour 1982, un calcul rapide à partir des données du dernier recensement montre que les femmes représentent 50,2% de la catégorie « chômeur » alors qu'elles ne forment que 43% de la population active (INSEE 1983a: 89).

« Sous nos yeux s'est installée », écrit Bernard Petitjean-Roget, « une économie artificielle... devenue presque totalement indépendante de la production » (1983: 185). En fait, ce sont les transferts de revenus en provenance de la Métropole sous forme de salaires, pour le secteur public (40% des emplois du tertiaire), et de prestations au titre de l'Action sanitaire et sociale qui maintiennent les niveaux de vie et de consommation élevés. Mais il s'agit là, pour reprendre une expression d'Albertini, d'une « fausse croissance » qui ne peut faire illusion qu'aux clients du tourisme de luxe qui s'y est développé depuis 1957. Même cette forme dominante de tourisme, que les plus optimistes considèrent comme un facteur d'aménagement et de revalorisation des régions en déclin, n'excède pas 6% de la production intérieure brute et fournit à peine plus de 4 600 emplois directs et indirects.

Sur le plan démographique, après avoir connu des taux d'accroissement annuel allant jusqu'à 28,5% dans les années 1950, la Guadeloupe a connu un taux de -1,0% entre 1975 et 1979, taux qui est légèrement remonté en 1982 à 2,8%, alors que la population totale était de 327 002 (INSEE 1983a). Ce « freinage de la croissance démographique » est dû en partie à la baisse de la fécondité, surtout chez les femmes de plus de 25 ans, le nombre moyen d'enfants par femme étant passé de 5,9 à 3,0 entre 1960-64 et 1975-79. Cette baisse de la fécondité est à mettre en rapport avec l'usage de moyens contraceptifs facilité par l'ouverture de centres de planification des naissances vers la fin des années 1960 (INSEE 1982-83: 12-20). Mais l'importance des mouvements migratoires en direction de la Métropole n'est pas non plus étrangère à ce phénomène puisqu'elle touche principalement des populations en âge de procréer. L'émigration organisée

(jusqu'en mars 1982 par le Bureau pour les migrations des départements d'Outre-Mer, BUMIDOM) et spontanée a été si importante qu'en 1974 on pouvait déjà estimer la population originaire des D.O.M. vivant en France à environ le quart de la population de ces départements.

Les statistiques nous apprennent aussi qu'en 1976, 49,3% des foyers guadeloupéens de milieu rural et 41,5% de ceux de milieu urbain n'avaient toujours pas l'eau courante; 48,8% et 34,5% pas de « cuisine installée »; 45,3% et 28,4% pas de réfrigérateur; et 40,1% et 21,8% pas d'électricité (Charbit et Léridon 1980: 21). Nous avons là un indice sûr, non seulement du confort des familles, mais aussi et davantage des conditions de travail des femmes qui, aux Antilles comme ailleurs, ont la charge pratiquement entière du travail ménager. Enfin, même si le taux de scolarisation est proche du 100% dans les jeunes générations, les femmes d'âge mûr sont, dans l'ensemble, peu scolarisées et l'on ne s'étonne pas, compte tenu de la situation économique globale du département, que près de la moitié de la population active féminine se retrouve dans la catégorie socio-professionnelle du « personnel de service » (*ibid*: 23 et 25).

▣ Limites de la recherche anthropologique sur la Caraïbe

Suite à cet exposé, pourtant succinct, il est évident qu'on ne peut parler de « manque » d'informations scientifiques sur la Guadeloupe ni même sur la situation des femmes en général. Ce qui pose problème c'est que certains puissent s'en contenter et aient même l'impression que tout a déjà été dit sur le sujet. En réalité, que ce soit dans les nombreuses enquêtes statistiques ou dans l'abondante littérature anthropologique d'un passé relativement récent, on ne s'est pas beaucoup préoccupé des femmes en tant qu'actrices sociales si ce n'est que comme reproductrices et mères.

Ainsi, comme on peut s'en rendre compte en parcourant des ouvrages collectifs comme ceux de Benoist (1972, 1975) ou des bibliographies comme celles de Comitas (1968, 1976), une part importante de la recherche anthropologique de ces trente dernières années dans la Caraïbe a été consacrée à l'agriculture, aux structures foncières et à la famille. Nous disposons d'une somme importante de connaissances, non seulement sur le fonctionnement et la logique interne du système de plantations et de son corollaire, le paysannat, mais également sur leur évolution récente et leur rôle au sein des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale. Quant aux études sur la famille, une bibliographie analytique du Centre de Recherches Caraïbes de l'Université de Montréal (1977) en présente plus de cent vingt parmi lesquelles se trouvent celles bien connues de Dubreuil, de Kreiselman-Slater et de Horowitz effectuées en Martinique, île sœur de la Guadeloupe. C'est dans le cadre des études sur la famille antillaise qu'a été élaboré, dans les années 50 et 60, le concept de « matrifocalité » qui continue, aujourd'hui encore, malgré qu'on en reconnaisse mieux les limites et le caractère normatif et ethnocentrique (Remy 1973, Blumberg 1978, Gerber

et Rasmussen 1978), à être considéré comme caractéristique des sociétés antillaises.

Pourtant, malgré le rôle primordial des femmes dans l'agriculture des pays « en voie de développement », où elles assurent la majorité de la production vivrière et conséquemment la survie des communautés en question (Boserup 1970, 1975, Boulding 1976, Henderson 1981, McClean 1979), et malgré l'orientation apparemment féminine des études sur la « matrifocalité » et sur la fécondité, la contribution des femmes n'apparaît pas comme telle dans la littérature consacrée à la région, à l'exception des recherches sur les marchandes et revendeuses (Mintz 1955, 1964, Durantz-Gonzalez 1976, Uri 1977) qui ne sont toutefois pas représentatives de l'ensemble des expériences féminines.

D'une part, on a implicitement postulé que l'agriculture était une activité masculine et l'on s'est intéressé littéralement aux seuls planteurs, colons et ouvriers agricoles, considérant les femmes comme de simples « aides domestiques » — « household helpmates » — (Blumberg 1979: 468). D'autre part, même lorsque l'on était en présence de femmes, dans les études sur la matrifocalité en particulier, c'est moins elles-mêmes que les familles et les ménages qui constituaient les objets de recherche.

L'intérêt pour les rapports hommes-femmes en tant que tels et pour la condition des femmes est récent et lié au développement du mouvement féministe. Les bibliographies sont rares et datent seulement de 1979; ce sont celles de Jocelyn Massiah et de Bertie A. Cohen Stuart. Mais ce champ de recherche se développe rapidement et il convient de mentionner au moins quelques un(e)s des auteur(e)s dont les travaux mettent en lumière ces aspects jusqu'ici négligés de la vie sociale antillaise.

▣ Les contributions d'une recherche centrée sur la condition des femmes

Dans un premier temps, considérons la littérature consacrée à la région caraïbe. Ainsi, dans un article qui examine le statut des femmes dans les sociétés caraïbéennes à partir d'une sélection d'ouvrages anthropologiques sur la famille, Frances Henry (1975) constate que les femmes jouent en général un rôle subordonné par rapport aux hommes; qu'il existe une « double échelle » en matière de sexualité; et que, dans l'ensemble, les rapports hommes-femmes devraient être décrits en termes de domination-subordination plutôt qu'en termes de « complémentarité » comme certains auteurs l'ont fait dans le passé.

De même, Yolanda Moses (1977), au terme d'une étude des relations entre les « contributions économiques » des femmes noires de Monserrat et leur statut dans la communauté, arrive à la conclusion que le statut de ces dernières dépend moins de cette contribution que de l'absence ou de la présence d'un homme dans leur foyer. Selon l'auteure, cela est rendu pos-

sible en partie par l'adhésion des femmes elles-mêmes aux « idéologies de la dominance masculine » qu'elles transmettent à leurs filles et à leurs fils par la suite. Sur ce plan, la différence entre les femmes de la classe moyenne et celles de la classe ouvrière en serait une de degré et non de nature, les premières ayant seulement davantage intériorisé les dites idéologies.

Ces conclusions doivent être mises en rapport avec celle de Victoria Durant-Gonzalez (1976) à propos des marchandes jamaïcaines qui, en dépit du statut élevé dont elles jouissent dans les communautés locales en tant que dispensatrices de services essentiels, ne voient pas leur profession très valorisée dans l'ensemble de la société jamaïcaine. C'est le rôle maternel qui y est le plus valorisé. Les activités économiques des femmes sont toujours implicitement considérées comme des activités supplétives par rapport à celles des hommes. Il y a donc, comme le souligne l'auteure, contradiction profonde entre l'idéologie et le statut des femmes d'une part, et la pratique quotidienne d'autre part.

C'est ce que l'ethnologue martiniquaise Ina Césaire fait bien ressortir, à la fois dans sa pièce de théâtre « Maman N et Maman F » (1983) et dans son étude du conte antillais (1982). « Nègresse » comme « mulâtresse », les deux personnages de la pièce, composée par l'auteure à partir d'enregistrements d'histoires de vies de femmes martiniquaises (1983), révèlent des femmes intelligentes et responsables qui ont assumé plus que leur dû pour la bonne marche de leur ménage. Pourtant, dans les contes antillais, on retrouve l'« étonnante permanence d'une image stéréotypée de la féminité. La femme ne peut y être que mère, sorcière, jeune écervelée ou quasi nymphomane » (1982: 143).

Dans un tel contexte, l'éducation des jeunes peut-elle ne pas être ambivalente ? Plusieurs auteures seraient certainement d'accord pour reprendre l'expression de Ulf Hannerz et dire que la socialisation des jeunes aux Antilles est « antagoniste » (« antagonistic »). Ce que Hannerz observa dans la socialisation des garçons du « ghetto » aux États-Unis n'est pas très différent de ce que nous laissons entrevoir plusieurs des « 63 témoignages de Guadeloupéennes » volontaires recueillis par France Alibar et Pierrette Lembeye-Boy en 1981. Alors que l'éducation des filles est loin d'être permissive, celle des garçons ne décourage nullement l'apprentissage des attitudes les plus « machistes ». Comme le dit Hannerz, « there is one thing which is worse than a no-good man — the sissy, who is his opposite ». Pour cela, le garçon sera « réprimandé et ridiculisé » non seulement par ses pairs mais aussi par les adultes, y compris sa mère et ses sœurs aînées (1970: 318-319).

Le bilan qu'Alibar et Lembeye-Boy font des rapports hommes-femmes aux Antilles actuellement « n'est pas à l'avantage des femmes ». La société y est « patriarcale »; matrifocalité n'est pas synonyme de matriarcat et toute confusion des deux ne peut être que « suspecte ». Les deux auteures n'hésitent pas non plus à questionner la bonne conscience que certains hommes pourraient vouloir se donner par le biais d'un discours anticolo-

nialiste. L'homme « n'est-il pas un allié du colonialisme lorsqu'il se venge de ses frustrations de colonisé sur sa femme, détournant ainsi ses forces vives de la véritable lutte politique ? » (1982: 259).

Dans le même ordre d'idées mais en rapport, cette fois, avec les antagonismes raciaux, certains travaux de l'écrivaine guadeloupéenne Maryse Condé sont aussi très pertinents à notre recherche. D'une part, ils nous rappellent que le traitement des rapports hommes-femmes et de leur articulation avec les rapports de couleur n'est pas le seul fait des spécialistes des sciences sociales; les écrivains et leurs œuvres peuvent nous en apprendre beaucoup sur le sujet (1979). D'autre part, nous y trouvons aussi une mise en garde contre les équations binaires simplistes du type : « homme blanc = oppression, colonisation; homme noir = décolonisation, progressisme », lorsqu'appliquées aux rapports hommes-femmes (1983: 207). La réalité est plus complexe.

Cette mise au point — mise en garde trouve un écho chez d'autres auteurs qui se sont intéressées aux femmes du Tiers-Monde. Ainsi, comme le soulignent Lourdes Beneria et Gita Sen, les marxistes ont souvent insisté sur la menace que la baisse de la natalité fait peser, à moyen ou à long terme, sur la survie des classes défavorisées. Mais, à court terme, ce sont les femmes qui supportent dans leur corps le poids des naissances. Dans les pays où règnent la pauvreté, la malnutrition et un taux élevé de mortalité infantile, c'est avec leur santé et le sacrifice de leur propre bien-être que les femmes assurent la reproduction du groupe. Dans ce cas, il importe de reconnaître que les intérêts des mères en tant que femmes entrent en contradiction avec ceux de leur classe et de tenir compte du point de vue des femmes (1981: 297), notamment à propos des questions de contraception et d'avortement. Étant donné qu'en Guadeloupe, nous l'avons vu, il se produit depuis quelques années une baisse importante de la natalité, la mise en garde de Beneria et de Sen nous concerne directement.

Il faut également considérer sous un éclairage différent le travail des femmes. Les femmes ne sont pas seulement des reproductrices mais aussi des productrices dont la contribution se situe à la fois dans le secteur marchand et dans le secteur non marchand de l'économie (Michel 1978, Boulding 1981). En Occident comme dans les pays du Tiers-Monde, il existe un « lien inséparable » entre la division sexuelle du travail au niveau du ménage et la division sexuelle du travail au niveau sociétal (Kergoat 1981, Safa et Leacock 1981: 266-267). D'une part, l'entrée des femmes sur le marché du travail, leur « incorporation au travail marchand » n'est nullement une libération si la division du travail au niveau domestique fait toujours peser sur elles seules le poids des tâches ménagères et leur impose une « double journée » de travail. D'autre part, l'organisation même du marché du travail est opprimante pour les femmes car, comme le rappellent Safa et Leacock, « capitalism builds upon and reinforces the sexual inequalities engendered by patriarchy » (1981: 266).

Pour comprendre comment s'articulent et s'actualisent ces deux dimensions de l'oppression des femmes dans la réalité des Guadeloupéennes, les statistiques sont certes nécessaires mais nettement insuffisantes. Il faut surtout partir de la vie quotidienne et étudier en profondeur les conditions matérielles d'existence des femmes. De cette manière, non seulement devient-il possible de combler en partie les lacunes soulignées précédemment mais une meilleure connaissance du vécu des hommes et des enfants peut en découler également.

RÉFÉRENCES

ALIBAR F. et P. Lembeye-Boy

- 1981 *Le couteau seul... La condition féminine aux Antilles*. Vol. I: Enfance et adolescence. Vol. II: Vies de femmes. Paris: Éd. Caribéennes et Agence de coopération culturelle et technique.

BENERIA L. et S. Gita

- 1981 « Accumulation, Reproduction and Women's Role in Economic Development: Boserup Revisited », *Signs* 7 (2): 279-298, Special Issue: « Development and the Sexual Division of Labor ».

BENOIST J. (sous la direction de)

- 1972 *L'archipel inachevé: culture et société aux Antilles françaises*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
1975 *Les sociétés antillaises*. 4e édition revue et augmentée. Montréal: Centre de Recherches Caraïbes.

BLUMBERG R.L.

- 1978 « The Political Economy of the Mother-child Family Revisited », in A.F. Marks et R.A. Romer (éds), *Family and Kinship in Middle America and the Caribbean*. Willemstad: Institute of Higher Studies; Leiden: Royal Institute of Linguistics and Anthropology, Dept. of Caribbean Studies.
1979 « Rural Women in Development: Veil of Invisibility, World of Work », *International Journal of Intercultural Relations* 3 (4): 447-472.

BOSERUP E.

- 1970 *The Role of Women in Economic Development*. New York: St-Martin's Press.
1975 *Intégration de la femme au développement: pourquoi, quand, comment*. Programme des Nations Unies pour le développement.

BOULDING E.

- 1976 *The Underside of History: A View of Women Through Time*. Boulder (Col.): Westview Press.
1981 « Integration into What? Reflections on Development Planning for Women », 9-32, in R. Dauber et M.L. Cain (éds), *Women and Technological Change in Developing Countries*. AAAS Selected Symposium 53. Boulder (Col.): Westview Press.

CÉSAIRE I.

- 1982 « La triade humaine dans le conte antillais », *Présence africaine* no 121-122: 142-153. Numéro thématique: « Présence antillaise: Guadeloupe-Guyane-Martinique ».

CÉSAIRE I.

- 1983 *Maman « N » et Maman « F »*. Texte de présentation apparaissant sur la feuille-affiche publicitaire, Théâtre Victor-Hugo, Ville de Bagneux, France.

CHARBIT Y. et H. Léridon

- 1980 *Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique*. Paris: INED/P.U.F., Travaux et documents, Cahier no 89.

COMITAS L.

- 1968-76 *Caribbean : 1900-1965: A Topical Bibliography*. Seattle: University of Washington Press. Tome I (1968), Tome II (1976).

CONDE M.

- 1979 *La parole des femmes. Essai sur les romancières des Antilles de langue française*. Paris: L'Harmattan.
1983 « Parlez-moi d'amour... », *Autrement* no 49: 206-216.

DURANT-GONZALEZ V.

- 1976 *Role and Status of Rural Jamaican Women : Higglering and Mothering*. Ph.D. Thesis, University of California-Berkeley.

GERBER S.N. et K. Rasmussen

- 1978 « Further Reflections on the Concept of Matrifocality and its Consequences for Social Science Research »: 576-587, in A.E. Marks et R.A. Romer (éds), *Family and Kinship in Middle America and the Caribbean*. Willemstad: Institute of Higher Studies; Leiden: Royal Institute of Linguistics and Anthropology, Dept. of Caribbean Studies.

HANNERZ U.

- 1970 « What Ghetto Males Are Like ? »: 313-327, in Norman E. Whitten Jr., John F. Szwed (éds), *Afro-American Anthropology*. New York: The Free Press.

HENDERSON H.

- 1981 « Foreword : Seeing our Global Economy Whole », in R. Dauber et M.L. Cain (éds), *Women and Technological Change in Developing Countries*. AAAS Selected Symposium 53, Boulder (Col.): Westview Press.

INSEE

- 1983 *Résultats du recensement de la population dans les départements d'Outre-Mer, 9 mars 1982: Guadeloupe*.
1983 *Données sociales*. Les dossiers Antilles — Guyane no 5.

KEMPENEERS M. et J. Poirier

- 1983 *Les conditions de la reproduction démographique en Guadeloupe : un essai d'analyse*. À paraître.

KERGOAT D. et O. Chenal

- 1981 « Production et reproduction. Les jeunes travailleuses, le salariat et la famille », *Critique de l'économie politique*, Nouvelle série no 17: 118-129. Numéro thématique : « Le travail des femmes ».

MASSIAH J.

- 1979 *Women in the Caribbean : An Annotated Bibliography*. A Guide to Material available in Barbados. Bridgetown: Institute of Social and Economic Research (Eastern Caribbean), University of the West Indies-Barbados.

McCLEAN A.W.A.

- 1979 « The Economic Role of Women in the Development of the Caribbean », *Bulletin of Eastern Caribbean Affairs* 4 (6): 11-16.

MICHEL A.

- 1978 *Les femmes dans la société marchande*. Paris: Presses Universitaires de France.

MINTZ S.W.

- 1955 « The Jamaican Internal Marketing Pattern : Some Notes and Hypotheses », *Social and Economic Studies* 4 (1).
 1964 « The Employment of Capital by Market Women in Haiti »: 256-286, in R. Firth et B. Yamey (éds), *Saving and Credit in Peasant Societies*. London: Allen & Unwin.

MOSES Y.T.

- 1977 « Female Status, the Family and Male Dominance in a West Indian Community », *Signs* 3 (1): 142-153.

PETITJEAN-ROGET B.

- 1983 « Pour comprendre la situation économique des Antilles », *Les Temps modernes* no 441-442, « Antilles »: 1853-1871. Numéro sous la direction de Michel Giroud et Ulysse Santamaria.

REMY A.

- 1973 « Some Reflections on Caribbean Anthropology with Special Reference to the Family »: 51-64, in S.N. Gerber (éd.), *The Family in the Caribbean*. Rio Piedras: University of Puerto Rico, Institute of Caribbean Studies.

SAFA H.I. et E. Leacock

- 1981 « Preface », *Signs* 7 (1): 265-267. « Development and the Sexual Division of Labor ».

STEWART COHEN B.A.

- 1979 *Women in the Caribbean : A Bibliography*. Leiden: Institute of Linguistics and Anthropology.

URI A.

- 1977 « Market Women in Guadeloupe-Response », *United Methodist Women* 9 (6): 12-14.